

Pour une politique foncière responsable et un logement abordable pour toutes et tous

Le coût du logement est aujourd’hui, l’une des principales préoccupations des Français. Pour beaucoup, se loger est devenu un véritable défi : les loyers augmentent, les prix de vente s’envolent, et les jeunes, comme les familles modestes, peinent à trouver un toit à un prix raisonnable.

Ce problème ne concerne pas uniquement les grandes villes : il touche aussi les territoires comme le nôtre, où la pression foncière s’accroît et où le foncier disponible se raréfie. Face à cette situation, nous devons agir, et surtout **agir avec cohérence et responsabilité**.

Dans un souci légitime de financer des projets publics, la Municipalité a **choisi de vendre un terrain (ancien Mr Bricolage) au prix le plus élevé possible au promoteur**, pour le projet immobilier Les Confluences. Ce faisant, elle participe en toute conscience à la spéculation immobilière.

Lors des conseils municipaux, nous, élus de l’opposition, avons affirmé un principe clair : **une municipalité n’a pas vocation à tirer profit du marché immobilier**.

Notre rôle n’est pas d’alimenter la hausse des prix du foncier, mais au contraire de garantir **un accès équitable au logement pour l’ensemble de la population et garantir un équilibre entre le développement du territoire, l'accès au logement et la cohésion sociale**.

Vendre trop cher les terrains communaux, même pour financer des projets d’intérêt général, revient à **exclure une partie des habitants de l’accession à la propriété**, à rendre plus difficile l’installation des jeunes ménages, et à fragiliser la mixité sociale.

À long terme, cela appauvrit la commune, en réduisant sa diversité et son attractivité. C’est pourquoi nous devons adopter une **politique foncière responsable, qui privilégie l’intérêt collectif plutôt que le gain immédiat**. Il faut une politique foncière au service du bien commun, en refusant la logique spéculative, la municipalité aurait dû faire le choix du long terme, le choix de préserver la mixité sociale, de maintenir les jeunes familles sur notre territoire, et de garantir à chacun la possibilité de vivre dignement.

C’est un choix politique, mais aussi un choix moral : celui de considérer **le patrimoine foncier** de la commune, non pas comme une source de profit, mais comme **un bien commun**. Notre responsabilité est de le gérer avec sagesse, pour aujourd’hui et pour demain.

Agir pour le logement abordable, c'est agir pour notre avenir collectif : un avenir où nos enfants pourront encore habiter dans la commune où ils ont grandi, où nos aînés pourront rester à proximité des services et de leurs proches, et où le tissu local, économique, associatif, et humain restera vivant.